



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL France SNC

Lieu-dit Le Pigné
route départementale 38 E
31450 Baziège

Références : 2026/218
Code AIOT : 0006811802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement LIDL France SNC implanté Lieu-dit Le Pigné route départementale 38 E 31450 Baziège. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL France SNC
- Lieu-dit Le Pigné route départementale 38 E 31450 Baziège
- Code AIOT : 0006811802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SNC LIDL, dont le siège social est situé 72 avenue Robert Schuman à Rungis, constitue la filiale discount du groupe Lidl et Schwartz spécialisée dans la distribution de produits alimentaires. Elle exploite sur la commune de Baziège une plateforme logistique soumise au régime de l'autorisation, constituée de 9 cellules et s'étendant sur un terrain de 209 707 m².

L'installation a fait l'objet d'un dépôt de dossier de demande d'autorisation avec étude d'impact en 2016 qui, après instruction et enquête publique, a conduit à la délivrance le 16 janvier 2017 d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Cet arrêté couvre l'ensemble des activités logistiques du site, notamment le stockage de matières combustibles, principalement constituées de marchandises et d'emballages destinés à l'approvisionnement de plus de 70 magasins de l'enseigne. L'installation est opérationnelle depuis 2018, fonctionnant 24 heures sur 24 en semaine et jusqu'à 20h30 le samedi.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plantes grimpantes périphérie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 1.3.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Emissions lumineuses	Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 6.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispersion des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 1.3.1	Sans objet
3	Abords de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 1.3.1	Sans objet
5	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 12/07/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a engagé plusieurs actions visant à améliorer la maîtrise des impacts environnementaux et des nuisances générées par l'installation, notamment en matière de gestion des déchets, de nuisances sonores et d'intégration paysagère.

Des axes d'amélioration subsistent toutefois, en particulier s'agissant de l'intégration paysagère du site. À cet égard, lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à renforcer les mesures existantes par la mise en place de plantations complémentaires, notamment par l'implantation d'arbres supplémentaires afin de densifier la haie en périphérie du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plantes grimpantes périphérie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, Paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Notamment, des clôtures avec plantes grimpantes sont installées en périphérie de la parcelle ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente. La S.N.C. LIDL implante notamment des arbustes d'essences locales pour l'aménagement des espaces verts. En cas de suppression, les arbres de hautes tiges sont remplacés numériquement. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de plantes grimpantes sur les clôtures périphériques du site, ainsi qu'une implantation hétérogène des aménagements paysagers. À la suite de la visite, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires relatifs à la densité de plantation. Il ressort que, sur la façade Nord du site d'une superficie d'environ 18 200 m ² , 102 arbres sont recensés pour un objectif minimal de 91 arbres au regard du ratio d'un arbre pour 200 m ² défini dans la notice paysagère. Ainsi, sur ce secteur, l'exploitant respecte quantitativement les engagements initiaux. Néanmoins, l'inspection relève que la répartition des plantations demeure perfectible et que certains secteurs restent insuffisamment végétalisés. L'exploitant a indiqué avoir engagé une démarche de chiffrage pour l'implantation d'environ 30 arbres supplémentaires. En l'état, si la conformité quantitative est atteinte sur une partie du site, une amélioration qualitative de l'intégration paysagère apparaît nécessaire, notamment par une densification ciblée et/ou la mise en œuvre de dispositifs équivalents aux plantations grimpantes prévues initialement. En effet, le talus étant largement surélevé par rapport à la clôture périphérique, l'implantation d'arbres et d'arbustes sur ce talus est de nature à présenter un effet d'intégration visuelle plus efficace que la mise en place de plantes grimpantes sur cette clôture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre la démarche engagée de mise en place d'arbres supplémentaires afin d'intégrer plus efficacement l'installation dans le paysage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dispersion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, Déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Les dispositifs adéquats sont mis en place en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué, lors de la visite, qu'un nettoyage des quais, voiries et parkings est réalisé à une fréquence de deux fois par mois.</p> <p>À la suite de la visite, un extrait du contrat liant l'exploitant à un prestataire externe a été transmis, confirmant la mise en œuvre effective de ces opérations de nettoyage à la fréquence annoncée.</p> <p>Ces dispositions apparaissent adaptées pour limiter la dispersion des déchets sur le site et ses abords.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Abords de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Abords</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état à de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier -(plantations, engazonnement,...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence ponctuelle de déchets sur la partie nord-ouest du site, en contrebas des voies de circulation (deux sacs plastiques).</p> <p>Toutefois, ces éléments restent limités en volume et aucun déchet n'a été observé au-delà des limites de propriété.</p> <p>Au regard des éléments constatés et des justificatifs apportés concernant la fréquence de nettoyage, détaillés au point de contrôle précédent, la situation apparaît globalement maîtrisée, sous réserve du maintien d'une vigilance régulière.</p> <p>Sur ce point, l'exploitant a indiqué que la zone au sein de laquelle ces déchets ont été observés le jour de la visite serait intégrée au périmètre du nettoyage des quais, faisant l'objet d'un contrat spécifique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Emissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2017, article 6.4
Thème(s) : Autre, Emissions lumineuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes : les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux. Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place plusieurs dispositions visant à limiter les consommations énergétiques et les nuisances lumineuses, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un asservissement de l'éclairage à une sonde de luminosité ; • l'extinction des zones non exploitées la nuit ; • l'utilisation d'éclairages LED ; • un fonctionnement des éclairages des quais conditionné à la présence de camions. <p>Toutefois, les éclairages de façade demeurent allumés en continu, en raison de contraintes de sécurité liées à la circulation des personnes et des véhicules.</p> <p>À la suite de la visite, l'exploitant a précisé que ces contraintes s'inscrivent dans le respect des exigences de l'article R.4223-4 du code du travail, imposant un éclairage minimal de 40 lux pour les zones extérieures de travail permanent. L'exploitant étudie actuellement la possibilité d'un asservissement de l'éclairage de façade à la détection de mouvement et réalise en parallèle un état des lieux des niveaux d'éclairage existants, et ce, afin d'évaluer la possibilité des les diminuer, dans le respect des exigences de la sécurité du travail.</p> <p>Ainsi, si des contraintes réglementaires en matière de sécurité sont invoquées, des marges d'optimisation subsistent, sous réserve de compatibilité avec les exigences du code du travail.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les études visant à limiter ou réduire l'intensité des éclairages de façade en période nocturne, tout en garantissant le respect des exigences de sécurité des personnes intervenant sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Bruit
Prescription contrôlée : A/ À compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un gardiennage de nuit, présent de 22h à 7h du matin, chaque jour de la semaine où l'activité logistique est assurée sur le site. Ce gardiennage permet de garantir le respect des dispositions suivantes : -le biberonnage déployé sur le site, lors des opérations de chargement et déchargement des camions frigorifiques, une fois mis à quai ; - l'arrêt des moteurs des camions, autres que frigorifiques, lors des opérations de chargement et déchargement, une fois mis à quai ; - l'arrêt des moteurs des camions lors de leurs phases d'attente ou de stationnement en dehors des opérations de chargement et déchargement ; Ces dispositions concernent la zone d'activité située à l'arrière de la plateforme logistique, côté Nord - Nord Ouest du site. B/ Les constats relevés par le gardiennage, dans le cadre de la surveillance définie à l'article 2Aci-dessus, sont formalisés chaque jour et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette traçabilité doit être conservée par l'exploitant, pendant au moins 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté. C/ L'exploitant assure l'exploitation des relevés des constats susvisés et met en œuvre les actions correctives nécessaires, le cas échéant.
Constats : L'exploitant a présenté plusieurs éléments relatifs à la maîtrise des nuisances sonores. Concernant le dispositif de « biberonnage », des rapports de suivi sur les semaines récentes ont été transmis, mettant en évidence un suivi quotidien ainsi que des dysfonctionnements (disjonctions) peu fréquents. L'inspection note en outre que les prises défectueuses font l'objet de réparations dans des délais relativement courts. Lors de la visite, il a été constaté l'absence de moteurs en fonctionnement à quai (0 moteur allumé pour 5 camions présents), y compris en l'absence de gardiennage, la visite s'étant tenue en période diurne. L'exploitant a par ailleurs engagé des actions visant à réduire les nuisances liées au moteur thermique des poids lourds : <ul style="list-style-type: none">• ajout de prises électriques sur les aires de stationnement;• accompagnement de transporteurs dans l'acquisition de véhicules électriques;• investissements importants dans des infrastructures de recharge;• déploiement progressif de flottes de véhicules électriques, Les registres de suivi du gardiennage ont été transmis et permettent de confirmer la bonne mise

en place de l'action.

Dans l'ensemble, les mesures mises en œuvre apparaissent de nature à limiter significativement les nuisances sonores liées aux activités logistiques.

Type de suites proposées : Sans suite